

Montréal, le 19 janvier 2023,

À l'attention de

Monsieur l'Ambassadeur de France au Canada  
Madame la Consule générale de France à Montréal  
Monsieur le Consul général de France à Québec  
Mesdames les Conseillères de Coopération et d'Action culturelle Québec /  
Canada

Ce jeudi 19 janvier 2023, les personnels sont en grève et protestent contre cette réforme des retraites profondément injuste.  
Pour nous, c'est NON !

Les réformes précédentes, notamment la réforme Touraine, ne sont même pas encore finies, qu'une nouvelle réforme est présentée, sans que la preuve ait été apportée de sa nécessité. Selon le dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites, les régimes de retraite vont enregistrer un excédent de plus de 3 milliards d'euros cette année, avant une dégradation dans les années à venir. Mais l'équilibre pourrait être retrouvé selon différents scénarios, sans passer par les solutions radicales qui sont sur la table. En la matière, tout est question de choix politique et du modèle de retraite que nous voulons léguer aux prochaines générations.

De fait, si l'espérance de vie augmente en France, l'espérance de vie en bonne santé, elle, reste stable depuis une dizaine d'années (64,1 pour les femmes, et 62,7 pour les hommes en France). Les efforts demandés aux travailleurs avec ce recul de l'âge de la retraite consisteront, pour les plus vulnérables d'entre eux, à basculer du boulot au bouleau, du travail au cercueil. Les travailleurs et travailleuses ont le droit de bénéficier de leur retraite sans être au bord de la fin de vie. Or, 25 % n'atteignent déjà pas la retraite aujourd'hui. Pour nous, les retraité.e.s en forme ont un rôle à jouer et sont un apport pour la société. Il s'agit, là encore, d'un modèle de vie qui devrait dépasser les clivages idéologiques et nous faire réfléchir à la manière dont nous envisageons le troisième âge de la vie.

Il n'y a pas urgence à réformer et il existe d'autres alternatives à étudier grâce à un véritable dialogue.

On pourrait envisager une meilleure répartition des contributions. Le gouvernement a choisi de diminuer les impôts des plus fortuné.es dès le début de son 1er mandat. Les baisses d'impôts de production sur les entreprises ont fait perdre 15 milliards depuis 2020 et elles seront de 8 milliards en 2023 et 2024. Faire supporter uniquement le poids de cette réforme par les travailleurs et travailleuses, notamment ceux et celles qui sont proches de la retraite, est une injustice sociale inadmissible.

On pourrait envisager une troisième voie consistant à augmenter les cotisations de quelques euros par mois, au lieu de repousser l'âge de la retraite et d'augmenter la durée des cotisations : pourquoi le gouvernement n'explore-t-il pas cette troisième voie ?

Il faut arrêter l'hypocrisie d'exiger le maintien à l'emploi des seniors, alors que leur taux de chômage est élevé et leur employabilité très faible (d'autant que la récente réforme du chômage a ramené de 36 à 27 mois la durée d'indemnisation). Pourquoi le gouvernement ne met-il pas en place une véritable politique, en direction des entreprises, pour lutter contre les « mises au placard » des travailleurs plus âgés par les entreprises privées, qui sont monnaie courante et finissent par peser sur les déficits structurels de l'État ?

Il faut aussi parler de la situation des femmes, dont les carrières à trous (pour des raisons familiales) sont pénalisées et le seront une fois de plus par l'augmentation des annuités nécessaires pour obtenir une retraite pleine, pendant que les salarié.e.s qui ont commencé à travailler très jeunes devront cotiser encore plus longtemps, mais le gouvernement nous parle de justice sociale...

Enfin, concernant la situation spécifique des personnels enseignants, dans un contexte tendu où la profession connaît des problèmes de recrutement préoccupants et une pénibilité accrue (non, le soi-disant « privilège » des « vacances » ne suffit pas à remplir les universités d'étudiants-professeurs enthousiastes...), envoyer le message aux nouvelles générations qu'elles devront enseigner jusqu'à 67 ans, voire plus, pour obtenir une retraite à taux plein est un signal décourageant dont les impacts pourraient être dramatiques à court et à long terme. Pour nous l'avenir de notre métier et des personnels est en jeu!

Madame, Monsieur, par cette lettre, nous tenons à vous faire savoir et vous demandons de faire remonter notre mécontentement et notre refus de cette réforme. Pour nous, une réelle concertation pour une retraite juste et équitable est indispensable !

Les représentants des syndicats d'enseignant.e.s de la FSU au Canada (SNUipp, SNES, SNEP)